

L'Algérie face au défi du développement économique : quelle leçon à titre de l'expérience Sud Coréenne ?

Algéria facing the challenge op economic development : what lesson from the South Korean exprence ?

***KEHRI Samir**

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou- Algérie

Samir.kehri@ummto.dz

OUOTMANE Ahmed

Ahmed.ouotmane@ummto.dz

Reçu le : 23/03/2024.

Accepté le : 28/04/2024

Publié le: 30/04/2024

Résumé:

Ce présent travail engage une réflexion autour des éléments de performance historique de l'économie de la Corée du sud et des facteurs explicatifs, en comparaison avec la trajectoire de l'économie algérienne. Le but de l'étude est d'observer les lacunes et inerties de l'économie algérienne en matière de diversification de la production, de performances économiques, commerciales et industrielles, sous le prisme de la réussite du modèle économique coréen. Il nous semble qu'avec une approche dynamique et comparative, soutenue par des éléments statistiques et études pluridisciplinaires, nous parviendrons à soustraire quelques grandes lignes d'explication sur les contraintes plurielles et multiples qui entravent le décollage de l'économie algérienne et la diversification des exportations.

Mots clés : économie, institution, organisation, exportation, histoire.

Codes de classification JEL: /N1/15 ; O/O1/O2/O3/O4; P/P2/P3 ; Q/Q3/53.

Abstract :

This presentwork engages a reflectionaround the elements of historical performance of the economy of South Korea and the explanatoryfactors, in comparisonwith the trajectory of the Algerian economy. The purpose of the studyis to observe the shortcomings and inertia of the Algerian economy in terms of diversification of production, economic, commercial and industrial performance, under the prism of the success of the Koreaneconomic model. It seems to us thatwith a dynamic and comparative approach, supported by statisticalements and multidisciplinarystudies, wewill manage to subtractsome main lines of explanation on the plural and multiple constraintswwhichhinder the take-off of the Algerian economy and the diversification of exports.

Keywords: economy, institution, organization, export, history.JEL

Classification : N/N1/15 ; O/O1/O2/O3/O4 ; P/P2/P3 ; Q/Q3/53.

1. Introduction:

La diversification et la revitalisation de l'économie algérienne constituent des enjeux majeurs, suscitant un vif débat au sein de la communauté scientifique et des instances politiques. Cette problématique s'inscrit dans un contexte complexe où les défis structurels et les dynamiques socio-économiques influent sur les performances économiques du pays.

L'incapacité de l'Algérie à opérer une transition réussie vers une économie de production, en dépit de ses atouts potentiels, soulève des questions essentielles sur les origines de cette stagnation économique. Comment expliquer le maintien d'une économie largement tributaire des revenus pétroliers malgré les tentatives de diversification depuis les années 1970 ? Quels sont les facteurs institutionnels, politiques et organisationnels qui ont contribué à cette dépendance persistante et quels enseignements peut-on tirer des expériences comparées, notamment avec des économies ayant réussi leur diversification ?

Cet article vise à analyser les déterminants de la diversification économique en Algérie, en se penchant sur les facteurs historiques, institutionnels et organisationnels qui ont influencé la trajectoire économique du pays. En se basant sur une comparaison avec le cas de la Corée du Sud, où une transition réussie vers une économie de production a été observée, l'objectif est d'identifier les leçons à tirer et les pistes de réflexion pour orienter les politiques économiques en Algérie.

Nous partons de l'hypothèse que l'échec de la politique de diversification économique en Algérie est le résultat d'une convergence de facteurs institutionnels, politiques et organisationnels, qui ont entravé la transformation structurelle de l'économie. Nous supposons également que la comparaison avec le cas de la Corée du Sud permettra de mettre en lumière les différences clés dans les approches politiques et les dynamiques économiques, offrant ainsi des perspectives précieuses pour la formulation de nouvelles stratégies de développement en Algérie.

Les résultats de cette étude pourraient avoir des implications significatives pour les décideurs politiques, les acteurs économiques et les chercheurs intéressés par les questions de développement économique et de diversification. En mettant en évidence les obstacles et les opportunités liés à la transition vers une économie de

production en Algérie, cette recherche contribuera à éclairer les débats sur les politiques économiques et à orienter les efforts visant à promouvoir une croissance durable et inclusive.

Pour atteindre les objectifs de recherche, une approche multidisciplinaire sera adoptée, combinant des analyses économiques, politiques et institutionnelles. Une comparaison approfondie entre l'Algérie et la Corée du Sud sera effectuée, en examinant les politiques économiques, les structures institutionnelles et les dynamiques sociales propres à chaque pays. Des données statistiques ainsi que des études de cas seront utilisées pour étayer notre analyse et valider nos hypothèses de travail.

2. Expérience coréenne :

L'évolution économique et sociale coréenne est constructive et instructive. Depuis l'annexion du pays par le Japon (1907), en passant par la guerre avec la République populaire démocratique de Corée (1950-1953) soutenue par la République populaire de Chine et l'Union soviétique, jusqu'à la crise financière asiatique (1997), la Corée du Sud marque l'exemple d'un modèle économique vulnérable et résilient, tant sa structure et sa forme l'expose à une série de chocs exogènes et endogènes et sa résilience lui donne à chaque fois la possibilité de s'en sortir et de rebondir.

2.1. Situation économique coréenne avant le virage économique :

Dès 1907, le Japon, dans une politique d'annexion de la Corée, engage une colonisation caractérisée par une modernisation forcée et une répression politique sévère, entraînant le départ de millions de Coréens vers la Mandchourie.

La création de la Compagnie de développement oriental, de la Banque de Chosen et la délocalisation des zaibatsus témoignent de l'effort d'industrialisation orchestré par le Japon, renforcé par d'importants investissements dans les infrastructures et le développement des secteurs industriels tels que le coton, les engrais chimiques et les armes.

Cette industrialisation massive se traduit par une croissance exponentielle de l'emploi industriel, avec près de 1,5 million de travailleurs en 1945, contre seulement 50 000 en 1911. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la Corée contribuait significativement à la production industrielle japonaise, avec 20 % de cette production issue de ses usines. En parallèle, des investissements conséquents dans les services publics, notamment dans les chemins de fer et l'électricité, ont soutenu cette croissance industrielle, marquée par la

construction rapide de milliers de kilomètres de routes et de chemins de fer, ainsi que la création de la KoreaElectricityCompany en 1910 pour répondre aux besoins énergétiques du secteur.

Tableau 01 : niveau comparé d'industrialisation entre Corée du nord et Corée du sud (en % du total, en 1937).

	Corée du sud	Corée du nord
Total	40,6	59,4
dont: Industrie métallurgique	7,3	92,7
Industrie mécanique	69,4	30,6
Industrie chimique	14,3	85,7
industrie textile	76,8	23,2
industrie alimentaire	60,7	39,3
industrie minière	29,7	70,3
Autres industries de transformation	63,7	36,1

Source : Document interne de SAMSUNG,2021.

Après la reddition du Japon en septembre 1945, les États-Unis et l'Union soviétique se partagèrent l'occupation de la péninsule coréenne, avec au sud des forces américaines d'occupation et au nord des forces soviétiques d'occupation.

Les tensions idéologiques entre le nord et le sud, alimenté à la base par l'opposition entre le capitalisme américain et le communisme soviétique, mute très vite en un conflit militaire entre la république de Corée (Corée du sud) soutenue par les nations unies et la république populaire démocratique de Corée appuyée par la chine et l'union soviétique.

Le coût du conflit fut estimé pour les seuls États-Unis à environ 50 milliards de dollars de l'époque soit environ 215 milliards de dollars valeur 2010.Les dommages humaines sont très élevés : 150 000 morts, 250 000 blessés, 3 millions de disparus pour la seule Corée du Sud ; pour ce qui est de la Corée du Nord, les estimations vont jusqu'à un million de morts. La plupart des villes du sud sont détruites, dont plus de 50 % du potentiel industriel est ruiné. Le capital productif accumulé dans l'industrie textile et l'imprimerie est le plus affecté avec respectivement un taux de destruction supérieur à 65%.

Tableau 02 : Taux de destruction du capital productif selon les différentes branches industrielles (en % du total)

Secteurs	Pourcentage
industrie métallurgique	26
Industrie mécanique	32
Industrie Chimique	24
Industrie textile	67
Industrie Céramique	20
Industrie alimentaire	30
Imprimerie	75

Source : Document interne de SAMSUNG, 2021.

Ce lourd préjudice économique et humain a retardé le redécollage de l'économie de la république coréenne, qui pourtant s'est lancée dans la reconstruction aussitôt après l'amnistie de juillet 1953.

La phase de reconstruction se conjugue avec l'apport financier de la communauté internationale dont particulièrement l'aide américaine qui représente 8 % du PNB, 64 % des investissements et 70 % des importations américaines. Ceci-dit, la persistance de l'inflation et de la spéculation s'accompagne d'une aggravation du déficit tant commercial que budgétaire. La fragilité de la situation économique précipite néanmoins le pays dans une importante crise politique et sociale, soldée en 1961 par un coup d'État militaire orchestrée par le général Park Chung-Hee. Et à partir de là commence l'ère de la nouvelle Corée.

2.2. Rétrospectives analytiques de la performance économique

Coréenne :

Le décollage effectif de l'économie de la Corée du Sud remonte au début des années 1960. Au cours de la première décennie qui a suivi le coup d'Etat, la Corée du sud connaît d'importantes transformations institutionnelles, dont l'objectif essentiel est de servir la promotion de la production nationale et le développement des exportations, particulièrement dans le domaine industriel.

a. La Corée du sud, une croissance stable et peu volatile... (1961-2021) :

À partir des années 1960, la Corée du Sud entreprend un vaste programme de redressement et de restructuration économique, marqué par l'adoption de mesures juridiques et institutionnelles visant à stimuler une nouvelle dynamique économique. Ces initiatives comprennent l'adoption de la loi anti-corruption en 1961, la création de l'Association des Entrepreneurs Coréens en 1961, le lancement du projet de complexe sidérurgique à Ulsan en 1962, et le

rétablissement des relations diplomatiques avec le Japon en 1966. Ces efforts portent rapidement leurs fruits, avec une croissance économique soutenue affichant une moyenne supérieure à 9% entre 1961 et 1970. Cette période voit l'émergence de nouvelles industries et entreprises, telles que le District industriel électronique de Kumi, l'extension du complexe pétrochimique d'Ulsan, Hyundai Automobile Company, Pohang Iron and Steel Company (POSCO), et Hyundai Shipbuilding Company.

Cependant, à partir des années 1980, des facteurs tant exogènes qu'endogènes freinent le processus de reconstruction économique. L'augmentation des prix du pétrole sur le marché mondial, le revirement de la politique monétaire américaine et l'arrivée sur le marché des produits des pays asiatiques émergents entraînent des tensions inflationnistes et une perte de compétitivité pour l'économie sud-coréenne. Malgré cette crise, l'économie sud-coréenne fait preuve d'une résilience remarquable, enregistrant une contraction temporaire suivie d'une reprise rapide grâce à des politiques de promotion des exportations et une orientation vers les nouvelles technologies.

Bien que la croissance économique de la Corée du Sud ait connu un ralentissement au cours des vingt dernières années, son modèle économique repose sur une croissance stable et faiblement volatile à long terme. Les périodes de croissance économique supérieure ou inférieure à la moyenne sont généralement attribuables à des chocs exogènes tels que des crises mondiales ou des chocs pétroliers.

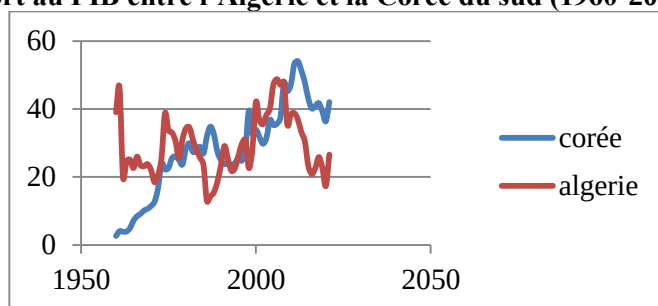
b. En plus d'une croissance stable et peu volatile, le modèle économique coréen s'appuie sur une économie diversifiée et exportatrice :

Le modèle économique de la Corée du Sud peut être retracé à travers trois grandes périodes : une première phase de substitution aux importations entre 1950 et 1960, suivie d'une seconde phase de promotion des exportations entre 1961 et 1973, et enfin une dernière phase d'investissement dans l'industrie lourde de 1973 à 1980. L'aide pour le développement économique attribuée par les États-Unis pendant la guerre froide a joué un rôle crucial dans le redressement économique de la Corée du Sud après la guerre de sécession, renforcée par la normalisation des relations nippo-sud-coréennes et l'aide financière et technologique des États-Unis en raison d'un engagement idéologique anti-communiste sans réserve. Parallèlement, des politiques économiques volontaristes ont été

prises en œuvre, faisant de l'État coréen un État stratège, favorisant les nouvelles technologies et s'appuyant sur des institutions publiques telles que le Bureau de Planification économique et le Korea Advanced Institute of Science and Technology (KAIST).

L'une des caractéristiques marquantes du modèle économique sud-coréen est l'étroite collaboration entre le monde politique, institutionnel et entrepreneurial. Les gouvernements successifs ont mis en place des mesures telles que le crédit dirigé vers certaines industries spécifiques et des restrictions aux importations, favorisant ainsi l'essor de secteurs clés comme l'industrie lourde dans les années 1970 et les technologies de l'information et de la communication à partir des années 1980.

Figure 01 : comparaison de l'évolution de la part des exportations par rapport au PIB entre l'Algérie et la Corée du sud (1960-2021).



Source : construction personnelle à partir des données de la banque mondiale, 2021.

À partir des données de la Banque mondiale, on constate que la Corée du Sud a exporté pour plus de 470 milliards de dollars de produits manufacturés en 2015, représentant ainsi 89,36% du total des exportations. Ces exportations sont largement diversifiées, avec plus de 50% étant des machineries et équipements de transport, près de 21% des équipements de bureau et de télécommunication, et 10% des circuits intégrés et composants électroniques.

Cette structure du commerce extérieur de la Corée du Sud révèle une économie principalement industrielle, axée sur les activités de transformation et de fabrication. Au fil du temps, l'agrégation des décisions politiques, institutionnelles et entrepreneuriales a contribué à transformer la structure économique du pays, le faisant passer d'une économie primaire à une économie secondaire. Cependant, au fil des décennies, l'industrialisation massive du pays s'est accompagnée d'un déclin significatif du secteur agricole, dont la part dans la valeur ajoutée est tombée à près de 2% en 2021. En revanche, les services ont gagné en importance,

représentant environ 60% du PIB en 2021, en raison de la demande croissante de services tels que le conseil, l'éducation, la santé, le commerce et le transport, alimentée par l'amélioration des conditions de vie de la population sud-coréenne (cf. Tableau 03).

Tableau 03 : Répartition de la valeur ajoutée suivant le secteur d'activité (en % du PIB)

année	industrie	agriculture	service	fabrication
1970	24	26,48	40	17,65
1980	32	14,26	42,8	21,98
1990	36	7,6	46,4	25,09
200	34	3,85	51,6	26,44
2010	34,7	2,14	54,6	27,43
2021	32	1,79	56,9	25,46

Source : construction personnelle à partir des données de la banque mondiale, 2021.

Malgré ses succès économiques et industriels, le modèle économique coréen est confronté à des défis majeurs, notamment sa dépendance aux importations d'énergie et les problèmes de pollution. Pour répondre à ces enjeux, le pays s'engage résolument vers une croissance verte, avec plusieurs initiatives en cours. Dans le domaine des énergies renouvelables, la Corée du Sud vise à produire 20% de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030, en investissant dans des projets éoliens, solaires et hydroélectriques. Elle encourage également l'adoption de véhicules électriques et investit dans les infrastructures de recharge pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports.

3. Méthodes et matériaux d'analyse :

Cette étude sollicite une approche dynamique comparative. Le choix de l'économie de la Corée du sud comme point de référence n'est pas arbitraire. Ce choix est dicté par des données historiques et statistiques démontrant quelques ressemblances factuelles et formelles entre l'économie coréenne et l'économie algérienne à une certaine période de l'histoire, particulièrement durant les années 1960 où les deux pays héritent d'une économie ravagée par la guerre, autosuffisante et basée presque sur le seul secteur agricole, et marqué par l'histoire de l'économie coloniale. Cependant, les deux économies connaissent par la suite des trajectoires différentes, avec des niveaux de performances économiques, industrielles et commerciales asymétriques.

La finalité de cette étude est de parvenir à comprendre l'origine du mouvement contradictoire entre les deux économies. Au moment où

l'économie algérienne suscite des craintes et dégage des incertitudes, l'économie de la Corée de sud fait l'éloge d'un miracle asiatique parvenant à passer d'un pays sous-développé à l'un des pays les plus prospères et riches au monde. L'analyse graphique et statistique que nous utiliserons tout au long du travail nous permettra de retracer, à partir de quelques variables (croissance, exportations...) la trajectoire des deux économies. Dans le but de synthétiser les séries étudiées au moyen d'un petit nombre de valeurs caractéristiques et évaluer leur degré de dispersion, nous procéderons au calcul de quelques indicateurs de statistique descriptive (écart type et moyenne arithmétique).

Dans le souci d'une cohérence méthodologique et d'un rapprochement des méthodes de calcul des indicateurs sélectionnés, nous avons décidé de travailler essentiellement à partir de la base des données de la banque mondiale. De cette base, nous avons soustrait quelques indicateurs de performances économiques, commerciales et industrielles relatifs à chaque économie. L'indicateur relatif à la croissance du produit intérieur brut donne a priori une idée générale sur les performances de des politiques économiques de chaque pays. Le rapport des exportations au produit intérieurs brut traduit le niveau dépendance des économies par rapport au commerce international et à l'économie mondiale. L'évolution de la répartition du produit intérieur brut et des exportations par secteur d'activité donne des indications sur la nature de chaque économie, sur sa structure et le degré de diversification des sources de revenu, et sur la capacité de résilience de chacune d'elle.

Cette étude comparative sera d'avantage élucidée par des calculs arithmétiques sur des indicateurs de statistique descriptive. Le calcul de la variance et de l'écart type de croissance économique fera apparaître le niveau de dispersion historique de la croissance réelle du PIB. Ces indicateurs évaluent avant tout chose le degré de volatilité et de stabilité de la croissance économique dans chaque pays. Le calcul de la moyenne arithmétique est ainsi indispensable à l'identification et la compréhension des périodes de récession ou de crise durant lesquelles la croissance du PIB s'échappe du niveau moyen. Il faut rappeler dans ce cas que plus l'écart type est élevé, plus la croissance économique du pays est volatile et instable, et à partir de là il faudrait en déduire que les facteurs de croissance sont de surcroit fluctuants et instables.

Porté par des impératifs empiriques et explicatifs, ce travail cherche à comprendre les raisons de l'échec des politiques de diversification et de relance de l'économie algérienne en dépit de l'abondance du facteur travail et capital. La référence à l'expérience coréenne c'est par conséquent dans l'espoir de synthétiser les facteurs de réussite d'une expérience empirique étrangère dont l'économie algérienne pourrait s'inspirer. L'intégration du facteur institutionnel et organisationnel dans l'analyse conteste cependant les arguments de la théorie néoclassique, laquelle dans sa démarche anhistorique et asocial se trouve sur le plan conceptuel et théorique désarmé face à des expériences atypiques dans leur trajectoire et évolution.

4. Résultats d'étude sur l'expérience algérienne:

Tout comme par rapport à l'expérience coréenne, le processus de développement économique et social algérien est passé par plusieurs périodes et phases, allant de l'économie coloniale à l'économie planifiée et centralisée des années postindépendance jusqu'à l'économie de marché depuis la fin des années 1980. Au-delà des mutations institutionnelles et formelles, l'économie algérienne se reproduit grâce à l'exportation des énergies fossiles. Ces ressources représentent à elles seules plus de 95% des exportations globales du pays depuis les années 1970. Cette ultra dépendance vis-à-vis du secteur des hydrocarbures nourrit une fragilité économique qui s'exprime avec les fluctuations des prix de pétrole sur le marché mondial. Il est cependant indispensable de rappeler que l'Algérie et la Corée du sud sont partis presque des mêmes conditions financières et économiques durant les années 1960. Les deux économies connaissent par la suite des trajectoires différentes

Ainsi, dans ce point, nous tenterons d'examiner la structure et nature de l'économie algérienne, et les différentes phases de son évolution, en se basant sur une analyse structurelle remontant jusqu'aux années de l'indépendance. Mais avant cela, nous passerons d'abord par une petite rétrospective sur les caractéristiques générales de l'économie avant et durant la période coloniale de sorte à répertorier en comparaison toujours avec le succès économique coréen les facteurs à l'origine de l'inertie économique en Algérie, et de la structure du produit intérieur brut et des exportations.

4.1.L'économie algérienne avant l'indépendance :

De nombreuses perceptions considèrent l'économie algérienne comme étant inexistante ou très primitive avant la colonisation française. Cette vision attribue souvent à l'administration française le

mérite d'avoir organisé l'économie algérienne et introduit des éléments de modernité tels que les chemins de fer, les ports et les aéroports, ainsi que des investissements massifs dans les infrastructures publiques. Pourtant, malgré le manque de statistiques et de recherches scientifiques approfondies sur cette période, des réflexions en histoire économique suggèrent que des formes de proto-industrie existaient déjà dans plusieurs régions de l'Empire ottoman avant la révolution industrielle. Selon l'Algérie était intégrée à un vaste ensemble économique et entretenait des liens commerciaux avec l'Afrique subsaharienne par le biais de routes commerciales.

Cependant, le passage de l'Algérie sous la domination française en 1830 a entraîné un processus de désindustrialisation au XIXe siècle. La concurrence des produits importés de la métropole ainsi que l'idéologie industrialiste et moderniste du cadre colonial ont contribué à la disparition progressive des proto-industries algériennes.

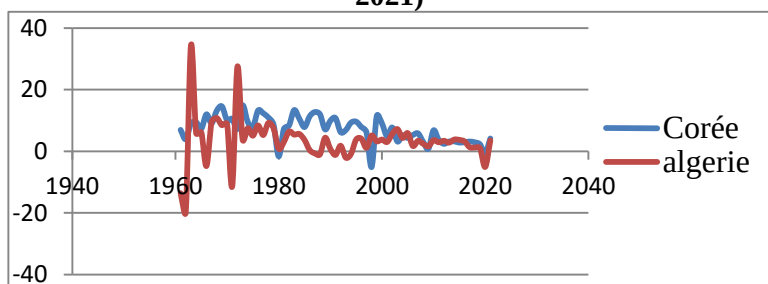
Malgré quelques tentatives d'industrialisation, telles que le "Programme général d'industrialisation rationnelle de l'Algérie" mis en place en 1941, les liens entre l'Algérie et la métropole ont été interrompus dès 1942, limitant ainsi les efforts de développement industriel. Ce n'est qu'au milieu des années 1950, avec le plan de Constantine de 1957, que de nouvelles tentatives d'industrialisation ont émergé, dans le but de contrer les mouvements de résistance et de rébellion des populations autochtones. Cependant, ces efforts se sont principalement concentrés sur le social et les infrastructures, avec des réalisations plus significatives dans ces domaines que dans l'industrie proprement dite.

4.2.L'Algérie postindépendance, une croissance volatile, instable, fragile et molle :

Dès le début des années 1960, l'Algérie subit une période de flottement économique marquée par plusieurs années de croissance négative. Le produit intérieur brut se contractant de plus de 30% au cours des deux premières années (cf. graphe 01). Les raisons de cette récession sont multiples : instabilité politique accentuée avec la création de l'organisation armée secrète, incertitude sur la pérennité de l'ordre colonial, baisse des récoltes agricoles, interruption du processus d'industrialisation. Globalement, l'analyse graphique montre une évolution structurelle de la croissance économique passant par trois grandes périodes :

- Une première période dite d'expansion (1963-1985) : elle est marquée par une croissance positive moyenne de plus 7%. Cette période coïncide avec le boom pétrolier des années 1970 et 1980. Les investissements consentis dans le cadre de l'industrialisation massif du pays, ont certes enclenché une dynamique économique positive, mais les entreprises publiques à l'origine du processus étaient presque toutes déficitaires laissant leur longévité et reproduction dépendre des revenus pétroliers ;
- Une seconde période dite de contraction ou de crise (1986-1994): cette période renvoie aux années qui ont suivi la chute des prix de pétrole en 1986. Cette chute entraîne l'économie algérienne dans d'importantes difficultés financières, avec une crise d'endettement et de liquidité aigue ;
- Une troisième période dite de reprise (1995-2021) : cette période débute avec des politiques d'ajustement structurel et se poursuit sous la période du choc pétrolier (2013-2012) et même après le revirement des marchés pétroliers en 2014.

Figure 02 : croissance de la Corée du sud et de l'Algérie (1960-2021)



Source : construction personnelle à partir des données de la banque mondiale, 2021.

De cette lecture graphique, on observe déjà que la croissance économique affiche sur une très longue période une volatilité intrinsèque. Les calculs faits sur la base des données de la banque mondiale ressortent sur un écart type de croissance de plus de 7% entre 1960 et 2021, soit presque le double de l'écart type de croissance de l'économie de la Corée du sud (cf. tableau 04).

La dispersion élevée de la série des performances économiques s'explique par le fait qu'elle dépend d'un facteur exogène sur lequel les agents économiques et institutions n'ont aucune emprise. Ce facteur est le prix du pétrole. On observe que la croissance économique s'éloigne négativement de la moyenne arithmétique pendant les périodes de baisse des prix de pétrole comme ce fut le

cas durant la fin des années 1980 et début des années 1990. Il est à noter que l'industrie des hydrocarbures a joué un rôle fondamental dans la sortie de la crise durant la deuxième moitié des années 1990.

Tableau 04 : indicateurs de dispersion de la croissance économique (1960-2021)

	Corée du sud	Algérie
Ecart type	4,16	7,27
variance	17,34	52,96
moyenne arithmétique	7,18	3,54

Source : construction personnelle à partir des données de l'ONS et de la banque mondiale, 2021.

Cependant, la croissance économique n'est que faiblement impacté par le contre choc pétrolier de 2014. Elle reste positive avec une moyenne supérieure à 2% jusqu'en 2021 malgré les déséquilibres courants et budgétaires qui subsistent pendant plusieurs années. Cela s'explique par la résilience conjoncturelle accumulée par l'économie nationale grâce à la rente gelée dans le fond de régulation des recettes et des réserves de changes. En fait, l'usage de cette rente dans le financement des déséquilibres (réserves de change pour couvrir les déficits de la balance des paiements, et fond de régulation des recettes pour les déficits budgétaires de l'Etat), diffère cette fois-ci dans le temps la détérioration des agrégats économiques, financiers et monétaires, comparativement à la crise des années 1986 où la baisse des prix de pétrole s'est fait immédiatement ressenti par la société.

En plus de cette volatilité, la croissance économique algérienne est insuffisante et molle, eu égard à d'autres pays et au volume des investissements consentis. D'après (Bouyacoub, 2012), l'Algérie a investi plus de 665 milliards de dollars entre 1970 et 2011, soit un une enveloppe financière supérieure à celle de la France (604.6 milliards de dollars), de la Tunisie (166.83 milliards de dollars), du Maroc (351.39 milliards de dollars), de l'Egypte (454.53 milliards de dollars) et un peu plus inférieurs aux volumes des investissements de l'Allemagne (676.42 milliards de dollars) pendant la même la période. Et pourtant, en termes de croissance économique, l'Algérie affiche les performances les plus bas. Ce décalage entre les investissements et le niveau de la croissance économique soulève a priori les limites de la théorie économique standard quand elle présuppose que le facteur capital financier et

travail constitue le moteur principal de la croissance économique. Cette théorie ignore que des résidus institutionnels et organisationnels peuvent entraîner des asymétries de conjoncture entre des économies partageant le même volume de facteurs de production.

4.3. Une économie peu diversifiée, et concentrée autour du secteur des hydrocarbures :

La gestion centralisée des revenus tirés des hydrocarbures a placé les conditions économiques sous une subordination politique. Une partie importante de cette rente était affectée au financement du secteur industriel, notamment les industries lourdes, dans l'espoir de stimuler l'ensemble de l'économie en raison de leur position stratégique dans la division du travail. L'autre partie était allouée aux services publics, rendus gratuits pour faciliter l'accès à toute la société.

Tableau: 03: Ventilation du PIB algérien par secteur d'activité (en %)

Année	1969	1975	1985	1995	2005	2015	2020
Agriculture	12,85	12,3	10,5	12,52	9,03	15,53	19,17
Commerce	21,28	15,1	16	18,07	10,38	18,13	14,66
Services	40	26,5	26,8	29,29	23,6	36,54	35,59
Industrie	13,8	8,71	11,7	8,16	4,09	4,48	5,02
Hydrocarbures	17,13	32,8	28,6	32,22	52,09	25,15	19

Source : construction personnelle à partir des données de l'ONS et de la banque mondiale, 2021.

Pendant cette période, l'économie algérienne a largement basculé vers le secteur des hydrocarbures, représentant plus de 32% du PIB en 1975, en raison de la croissance de la production et des exportations de pétrole et de gaz, ainsi que de l'explosion des prix du pétrole sur le marché mondial. Malgré les tentatives d'industrialisation pour diversifier l'économie, la quasi-totalité des exportations proviennent de ce secteur, avec des résultats mitigés dans les autres industries.

Cette pseudo-industrialisation a entraîné une concentration des richesses vers le secteur des hydrocarbures, au détriment des industries créatrices de valeur et d'emploi. Le concept du syndrome hollandais est utilisé pour expliquer cette transition vers une économie largement dépendante des hydrocarbures, avec un recul des autres secteurs. Malgré les politiques de contrôle des prix et du change, l'économie algérienne reste exposée aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole, ce qui limite les avantages des politiques d'ouverture commerciale.

Cependant, le régime de croissance rentier basé sur les hydrocarbures montre des signes de maturité, avec une baisse de la production énergétique et une augmentation de la demande intérieure. Les défis économiques et sociaux augmentent, avec une croissance asymétrique de la demande sociale et des revenus rentiers. Il devient crucial pour l'Algérie de diversifier ses sources de revenus pour assurer sa stabilité économique, surtout compte tenu des incertitudes quant à l'évolution future des prix du pétrole.

5. Discussion des résultats :

L'observation ainsi faite est que l'économie algérienne, contrairement à l'économie coréenne, repose sur une croissance beaucoup plus volatile et instable, mole et insuffisante, et comporte une structure économique et sectorielle peu diversifiée et essentiellement concentrée autour du secteur des hydrocarbures. Les explications de cette évolution divergent d'un économiste à un autre, d'une théorie à une autre, et d'une étude à une autre. Néanmoins, tout le monde s'accorde à penser que les prédictions de la théorie économique standard ne s'affirment pas en Algérie. Le facteur capital et travail n'est pas ce qui manque en Algérie. Pourtant, le pays n'a eu qu'une croissance extensive basée sur la croissance de la consommation nationale intérieure et de l'accumulation du capital, avec comme résultat structurel une économie symptomatique du syndrome hollandais et faiblement diversifié. Les explications du différentiel de développement des deux économies peuvent être plusieurs :

5.1. Rente :

Certains économistes, s'inspirant des théories de la malédiction pétrolière, expliquent le sous-développement des activités productives en Algérie, ainsi que la corruption et les failles institutionnelles, par la dépendance de l'économie aux hydrocarbures. Ils font référence au modèle du "Dutchdisease", qui montre comment l'abondance de devises provenant des exportations de pétrole peut entraîner une appréciation de la monnaie et nuire à la compétitivité des autres secteurs économiques.

5.2. Institution :

D'autres économistes refusent par contre d'attribuer le sous-développement économique en Algérie à la seule malédiction pétrolière, préférant souligner les origines institutionnelles et politiques de cette stagnation (Ouchichi, 2011). Ils proposent que la privatisation des ressources pétrolières pourraient potentiellement

stimuler l'économie en encourageant la valeur travail et en réduisant les pratiques de prédation associées à l'économie de la rente.

Cependant, ces propositions rencontrent des résistances politiques et sociales. Certains continuent de croire que les revenus pétroliers pourraient financer une économie diversifiée, à condition d'améliorer le système institutionnel et politique. En effet, des indices internationaux mettent en évidence les lacunes institutionnelles de l'Algérie, notamment en termes de perception de la corruption (IPC) et de développement humain (IDH) (Martinez, 2018). Bien que des efforts aient été déployés pour promouvoir l'inclusion politique et sociale, la généralisation de la corruption rend souvent les institutions inefficaces, renforçant les réseaux de relations au détriment de la gouvernance formelle (Boubekeur, 2017).

En revanche, des pays comme la Corée du Sud, dotés de solides institutions politiques et économiques, ont réussi à prospérer grâce à des politiques favorisant l'innovation et l'éducation, et bénéficiant d'une gouvernance transparente et efficace.

5.3. Corruption :

La corruption constitue un obstacle majeur au développement économique et social de l'Algérie, ayant des conséquences néfastes sur plusieurs aspects de la vie nationale.

Selon d'ailleurs une étude du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD), la corruption coûte environ 5% du PIB algérien chaque année, réduisant le taux de croissance économique annuel de 1,1 point de pourcentage en moyenne entre 2000 et 2016. De plus, elle entraîne une baisse de la confiance des citoyens dans les institutions et affecte la qualité des services publics. Ces constats sont confirmés par l'indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International, classant l'Algérie au 116e rang sur 180 pays en 2021, avec un score de 34 sur 100.

Néanmoins, la corruption ne se limite pas à un phénomène objectif, mais représente également une perception subjective répandue dans la société. Une étude de l'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC) révèle que 76% des Algériens considèrent la corruption comme un obstacle majeur au développement économique et social, avec 90% des personnes interrogées estimant qu'elle est pratiquée dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation et la justice.

Dans le secteur financier et bancaire, la corruption affecte l'efficacité du système, favorisant la préférence pour le financement sélectif d'entreprises publiques surendettées ou proches du régime politique, au détriment de projets innovants et prometteurs. Cela se traduit par une augmentation des prêts improductifs, dépassant les 29% en 2009 selon la Banque mondiale. En conséquence, les politiques économiques voient leur efficacité compromise, même en période de conjoncture pétrolière favorable.

En conclusion, la corruption entrave la croissance économique, affaiblit l'état de droit et entraîne une inefficacité généralisée dans l'administration et les institutions. Son éradication est donc cruciale pour permettre à l'Algérie de réaliser son plein potentiel économique et social.

5.4. Organisation :

Le rôle de l'organisation dans le succès ou l'échec des politiques de diversification économique en Algérie est souvent négligé, bien que crucial. En Corée du Sud, les entreprises partagent des caractéristiques organisationnelles telles qu'une hiérarchie rigide, une forte culture d'appartenance et un processus décisionnel basé sur le consensus. Des études telles que celles de (S.Lee, 2017), (H.Jung, 2018; S.Kim, 2020) ont montré que les entreprises avec une structure organisationnelle plate, une culture innovante et une gouvernance solide sont généralement plus performantes. Les entreprises sud-coréennes évoluent vers des systèmes de gestion plus souples et horizontaux, en réponse aux besoins économiques émergents, notamment dans des secteurs technologiquement avancés comme l'économie verte. Cette transition vers une organisation plus agile souligne l'importance d'adapter les structures organisationnelles pour stimuler l'innovation et la performance économique, une leçon que l'Algérie pourrait tirer pour favoriser sa propre diversification économique.

A contrario, en Algérie, les entreprises, en particulier les PME, sont en retard dans le développement des compétences organisationnelles. Elles adoptent souvent des structures hiérarchiques centrées sur le dirigeant ou la famille, privilégiant les relations personnelles et une prise de décision heuristique. Cette approche entrave l'efficacité économique, la diversification et les exportations. Les entreprises publiques, censées être des moteurs de croissance, souffrent également de problèmes organisationnels tels que la bureaucratie, le manque de transparence et les pratiques de gestion défaillantes. Ces

défis ont contribué à l'échec de la politique d'industrialisation, en plus des problèmes politiques et institutionnels.

5.5. Histoire :

La recherche scientifique sur l'Algérie semble parfois négliger le facteur organisationnel, souvent éclipsé par la théorie de l'état rentier. Cependant, une approche historique plus approfondie pourrait révéler des éléments sociologiques et anthropologiques expliquant certains comportements économiques.

En Corée du Sud, malgré les abus de la période coloniale japonaise, les investissements massifs dans l'infrastructure et l'industrie ont jeté les bases de son développement économique. Les efforts postérieurs en éducation, recherche et développement ont également joué un rôle crucial (H.Jung, 2018; S.Kim, 2020; S.Lee, 2017).

En revanche, la colonisation française en Algérie a principalement favorisé l'agriculture au détriment de l'industrie, dans le but de servir les intérêts économiques de la métropole (Talahite, 2016). Ainsi, l'économie algérienne a continué de s'appuyer sur des secteurs historiques tels que l'agriculture, l'élevage et l'artisanat.

Par conséquent, l'Algérie a hérité de compétences dans l'extraction de minerais et l'exploitation du pétrole, mais n'a pas bénéficié d'un transfert de technologie dans le secteur industriel en raison de la politique agricole française (Talahite, 2016). Ces dynamiques historiques continuent de façonner l'économie algérienne aujourd'hui, soulignant l'importance de prendre en compte l'histoire longue pour comprendre les défis organisationnels actuels.

5.6. Technologie :

Le facteur technologique, organisationnel et institutionnel joue un rôle fondamental dans la dynamique économique des pays. En Corée du Sud, ce facteur a été mis en avant par le succès des entreprises telles que Samsung, SK Hynix, Hyundai et Kia, qui ont dominé des secteurs clés comme l'électronique grand public, les semi-conducteurs, l'automobile et l'énergie verte. Les entreprises ont su innover, investir massivement dans la recherche et le développement, et développer des compétences organisationnelles solides, ce qui les a propulsées au sommet du classement mondial (Statista, 2021; J.D. Power, 2020; IRENA, 2020; Bloomberg NEF, 2021).

L'écart entre la dynamique technologique et d'innovation en Corée du Sud et le retard persistant de l'Algérie met en lumière l'importance cruciale de ces facteurs dans la performance

économique des nations. Un investissement accru dans la recherche, le développement des compétences et l'amélioration des politiques institutionnelles pourrait contribuer à combler cet écart et à stimuler la croissance économique en Algérie.

6. Conclusion :

L'étude comparative entre l'économie de la Corée du Sud et les difficultés structurelles de l'économie algérienne met en lumière de multiples lacunes dans l'organisation économique de l'Algérie. Ces lacunes se manifestent à différents niveaux : organisationnel, institutionnel, technologique, politique, historique et sociologique. L'incapacité à opérer une transition d'une économie de rente vers une économie de production ne peut être attribuée uniquement aux actions institutionnelles et politiques de l'État, bien que ce dernier détienne le contrôle exclusif de la distribution des revenus rentiers. Les appels en faveur d'un changement institutionnel tendent souvent à négliger le comportement organisationnel des entreprises et à sous-estimer les réactions de la société face à une transition économique potentielle. De plus, l'influence de la corruption sur l'efficacité des institutions formelles est souvent minimisée, alors que son impact réel est significatif.

Il est ainsi crucial de reconnaître que la diversification économique est un processus complexe qui se déroule sur une période prolongée et implique la collaboration de divers acteurs ainsi que la convergence de multiples facteurs. L'expérience de la Corée du Sud peut servir de modèle inspirant pour l'Algérie, soulignant l'importance d'une approche holistique et coordonnée impliquant tous les acteurs concernés pour parvenir à une transition économique réussie.

7. Liste Bibliographique :

Benallou, H., & Benhamida, S. (2018). Analyse de la gouvernance des entreprises publiques en Algérie. *Revue Gestion et Organisation*, 10(4), 51-63.

Bendraoua, S., & Bouzid, A. (2015). Les déterminants de la performance financière des entreprises publiques en Algérie. *Revue des sciences de gestion*, 268(2), 91-99.

Boubekeur, A. (2017). Inclusion and Exclusion in Algeria: Addressing the Legitimacy Challenge. *The Journal of North African Studies*, 22(2), 282-297.

- Bouchaour, Radia. A. Z. (2020). Analyse de la performance des PME algériennes : influence des facteurs organisationnels. . *Revue Gestion et Organisation*, 12, 57-70.
- Boumazza, A., & Djeflal, A. (2019). Problèmes organisationnels et performances des entreprises publiques algériennes. *Revue internationale de gestion et d'économie*, 6(4), 121-134.
- Bouyacoub, A. (2012). Croissance économique et développement 1962-2012: quel bilan? *Insaniyat/إنسانيات. Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*(57-58), 91-13.
- Gacem, S. (2016). Les entreprises publiques en Algérie : entre pratiques de gestion défaillantes et enjeux de réforme. *Revue internationale des sciences de gestion*, 6(3), 107-121.
- Jung, H, S. L. (2018). The Impact of Organizational Structure on the Performance of Korean Companies. *Journal of Open Innovation: Technology, Market, and Complexity*, 4, 1-19.
- Martinez, L. (2018). Resilience and Fragility in Algeria: Confronting Uncertainty in a New Era," *Journal of North African Studies*, 23, 1-19.
- Ouchichi, M. (2011). L'obstacle politique aux réformes économiques en Algérie. *Master's Thesis. Université Lyon*, 2.
- Kim, S. Y. J. C. (2020). The Impact of Corporate Governance on the Performance of Korean Companies. *Sustainability*, 12, 1-16.
- Lee, S. J. k. (2017). The Impact of Organizational Structure on the Performance of Korean Companies. *Journal of Open Innovation: Technology, Market, and Complexity*, 3, 1-14.
- Talahite, F. (2016). Désindustrialisation et industrialisation en Algérie. Le rocher de Sisyphe. *Outre-Terre*(2), 130-151.